

Unité inter-départementale des Hautes-Pyrénées et du Gers
Cité administrative
BP1708
65017 Tarbes

Tarbes, le 31/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BIOGAZ AUCH

11 rue Mogador
75009 Paris

Références : 2026-0078_Dp
Code AIOT : 0006808579

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/03/2026 dans l'établissement BIOGAZ AUCH implanté A LAMOTHE ZA 32000 Auch. L'inspection a été annoncée le 05/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BIOGAZ AUCH
- A LAMOTHE ZA 32000 Auch
- Code AIOT : 0006808579
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site Biogaz Auch est une unité de méthanisation autorisée par arrêté préfectoral du 31 janvier 2011. Cette unité est exploitée depuis 2020 par le groupe Evergaz, avec un récépissé de changement d'exploitant délivré par la préfecture le 20 janvier 2021.

Dimensionné pour un tonnage entrant de 44 000 t/an, l'exploitant a traité en 2025 uniquement 13 000 t/an de déchets, lié au stockage de digestats liquide sous-dimensionné..

Thèmes de l'inspection :

- AN26 ATEX
- AN26 Maintenance

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'exploitant a précisé les enjeux liés à la mise en place d'un stockage de digestats liquides déporté, nécessaire pour augmenter les volumes de déchets traités sur le site. Actuellement, l'installation ne dispose que d'un volume de stockage de digestats liquides de 1 500 m³, ce qui constitue un facteur limitant pour l'exploitation.

En 2025, seulement 13 000 tonnes de déchets ont été traitées, alors que le site est autorisé à en traiter jusqu'à 44 000 tonnes par an. Cette sous-utilisation est directement liée à l'insuffisance des capacités de stockage des digestats.

Initialement, les digestats étaient dirigés vers une unité de traitement spécifique, puis les effluents en sortie étaient envoyés vers la station d'épuration. Cette procédure a depuis été abandonnée.

À l'heure actuelle, les digestats sont stockés puis valorisés par épandage agricole. Toutefois, la cuve existante de 1 500 m³ ne permet pas d'assurer un fonctionnement continu et optimal de l'installation, notamment en raison des contraintes saisonnières liées aux périodes d'épandage. Par ailleurs, la société Evergaz prévoit de faire évoluer le mode de valorisation du biogaz. L'unité de cogénération sera abandonnée au profit de l'injection du biométhane dans le réseau de GRDF. Deux procédures administratives complémentaires (PAC) ont été déposées afin de couvrir ces évolutions : l'une concernant le projet de stockage déporté des digestats, l'autre relative au passage de la cogénération à l'injection.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Intervention de maintenance	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I point 3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66 A	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Stratégie de maintenance (au niveau macro)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Stratégie de maintenance (au niveau macro)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Sans objet
3	Stratégie de maintenance (au niveau macro)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Sans objet
5	Zone à risque d'incendie et/ou d'explosion	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Sans objet
7	Conception et aménagement	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 10	Sans objet
8	Conception et aménagement	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 18	Sans objet
9	Rétention et isolement	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 43 bis	Sans objet
10	Bruit	Arrêté Ministériel du 23/01/1997, article 3	Sans objet
11	Défense incendie	Arrêté Préfectoral du 31/01/2011, article 8.6.3	Sans objet
12	Maintenance PM2I	Arrêté Ministériel du 04/02/2010, article 47	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater que le site et les installations sont correctement entretenus. Les prescriptions contrôlées en matière de maintenance et de prévention des risques n'ont pas fait apparaître de non conformité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Stratégie de maintenance (au niveau macro)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47
Thème(s) : Actions nationales 2026, 1. Gouvernance de la maintenance
Prescription contrôlée : Arrêté du 4 octobre 2010 Art. 47 Principes généraux de prévention des risques. L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences.

<p>Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation.</p> <p>Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant précise que la récurrence des vérifications et des inspections des installations est définie conformément aux prescriptions et recommandations des fournisseurs des matériels installés, ainsi qu'aux exigences mentionnées dans les arrêtés préfectoraux et les AMPG.</p> <p>L'ensemble des vérifications est tracé informatiquement au sein d'un plan de maintenance sous format tableur (type Excel).</p> <p>Le site compte trois employés, et un planning d'astreinte est effectivement mis en place.</p> <p>Le plan de maintenance mentionne les initiales de l'agent ayant réalisé chaque vérification.</p> <p>L'inspection a interrogé l'exploitant sur les modalités de sécurisation et de verrouillage des données saisies dans ce plan, afin d'éviter toute modification a posteriori.</p> <p>L'exploitant indique que des sauvegardes sont réalisées régulièrement. Il précise toutefois qu'il envisage d'étudier la mise en place d'un système de verrouillage des données, par exemple via une signature électronique ou tout autre dispositif garantissant leur intégrité.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Stratégie de maintenance (au niveau macro)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2026, 2. Moyens alloués (Budget et ressources humaines)</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 4 octobre 2010 Art. 47 Principes généraux de prévention des risques.</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences.</p> <p>Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation.</p> <p>Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique que le budget annuel consacré à l'entretien des installations s'élève à environ 200 000 €.</p> <p>Tous les appels d'offres des bureaux de contrôles sont gérés au niveau du groupe Evergaz.</p> <p>Par ailleurs, une vérification complète de l'étanchéité des installations dans lesquelles circule du gaz est réalisée chaque année par la société CH4 PROCESS.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Stratégie de maintenance (au niveau macro)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47

Thème(s) : Actions nationales 2026, 3. Modalités de coordination avec les entreprises extérieures

Prescription contrôlée :

Arrêté du 4 octobre 2010

Art. 47 Principes généraux de prévention des risques.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences.

Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation.

Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.

Constats :

L'exploitant indique que, de manière générale, les interventions des entreprises extérieures sont planifiées. Les sociétés prestataires valident numériquement le plan de prévention en amont de leur intervention. En cas d'urgence, des exemplaires papier sont disponibles à l'accueil.

Un permis de feu est bien mis en place. Un exemplaire complété a été présenté ; celui-ci prévoit une surveillance de sécurité pendant 30 minutes après la fin des travaux.

L'inspection rappelle qu'une surveillance doit être assurée pendant deux heures après la fin des travaux. Il conviendra donc de mettre à jour le dispositif de permis de feu afin d'intégrer une ronde de surveillance deux heures après l'intervention.

Le site c'est équipé de détecteurs de gaz portables destinés à la recherche de fuites éventuelles sur les installations.

Par ailleurs, chaque membre du personnel est doté d'un détecteur de gaz portatif afin de garantir sa sécurité.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Intervention de maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I point 3

Thème(s) : Actions nationales 2026, 6. Procédures et instructions de maintenance

Prescription contrôlée :

Arrêté du 26/05/2014

Annexe I -point 3

Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.

Les informations disponibles sur les meilleures pratiques sont prises en compte afin de réduire le

risque de défaillance du système.

Arrêté du 04/10/2010

Art. 59 Consignes d'exploitation et de sécurité.

[...] L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

[...]

Constats :

Les consignes d'exploitation sont mises à disposition du personnel.

Un plan de formation est établi et piloté au niveau du groupe. Un registre de suivi permet d'identifier, pour chaque agent, les formations suivies ainsi que leurs échéances. Les actions de formation sont réalisées à la fois en interne et par des organismes extérieurs.

Le registre informatique associé a été présenté lors de l'inspection.

L'inspection rappelle l'intérêt de disposer, à l'entrée du site, d'un plan à jour, présenté à une échelle adaptée et lisible. Ce document constitue un outil essentiel pour :

- faciliter l'intervention des services de secours ;
- permettre l'identification rapide des zones à risques, notamment les zones à atmosphères explosives ;
- localiser les organes de coupure et les équipements sensibles.

L'exploitant indique que le site est doté d'un POI (Plan d'Opération Interne) et que les services du SDIS disposent d'une bonne connaissance des installations. Néanmoins, l'inspection souligne que la mise à disposition d'un plan de site actualisé en entrée de site demeure une bonne pratique attendue.

Evergaz, indique que des travaux sont programmés. Ceux-ci ont fait l'objet d'un porter à connaissance (PAC), portant notamment sur l'arrêt de l'activité de cogénération, qui sera remplacée par un dispositif d'injection de biogaz dans le réseau GRDF.

Il est précisé que le plan du site à l'entrée sera mis à jour à l'issue de ces modifications. Pour autant le plan du site doit être mis à jour à minima à l'accueil.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant est tenu, dans un délai de trois mois, de :

- justifier de la mise en place, à l'accueil, d'un plan du site à jour, accessible au personnel et aux services de secours ;
- s'assurer que ce plan, présenté à une échelle lisible, permet de localiser :
 - les zones à risques, notamment les zones à atmosphères explosives ;
 - les organes de coupure (gaz, électricité) ;
 - les moyens de lutte contre l'incendie (extincteurs, points d'eau incendie, etc.).

L'exploitant ayant indiqué que le plan de très grand format sera installé à l'entrée du site, en lien avec les travaux prochainement prévus.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Zone à risque d'incendie et/ou d'explosion

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
Thème(s) : Actions nationales 2026, Identification des zones à risques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le Document Relatif à la Protection Contre les Explosions (DRPCE), daté de février 2023, a été présenté, ainsi que la dernière étude de zonage ATEX en date du 30 juillet 2025.</p> <p>La visite du site a permis de constater la présence d'une signalisation adaptée au droit des zones à risque d'explosion, les dispositions observées sont conformes aux exigences applicables en matière de prévention du risque d'explosion.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66 A
Thème(s) : Actions nationales 2026, Vérifications périodiques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences. [...] Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du Code du travail relatives à la vérification des installations électriques.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le rapport de contrôle Q18 du 18 décembre 2025, réalisé par le bureau de contrôle APAVE, fait état de non-conformités.</p> <p>L'exploitant indique qu'une entreprise a été missionnée pour réaliser les travaux.</p> <p>L'inspection rappelle que, pour activer la levée des non-conformités, l'une des conditions suivantes doit être respectée :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. La facture de l'entreprise intervenante doit faire explicitement référence aux points de non-conformités identifiées dans le rapport.

2. Alternativement, lorsque l'entreprise termine sa prestation sur site, elle peut mentionner directement sur le rapport :
 - Au droit de chaque point de non-conformité :
 - « Point de non-conformité levé », suivi du nom de la personne, du tampon de la société et de sa signature.

L'inspection a bien noté que l'exploitant rencontre des difficultés à imposer ce principe aux intervenants extérieurs. Cependant, la levée des observations doit impérativement être attestée par une personne compétente.

L'exploitant a présenté le plan d'action des mesures correctives concernant les installations électrique.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit sous un délai de 3 mois:

Attester de la levée de l'ensemble des points de non-conformité du rapport Q18 de l'Apave du 18/12/2025 n° A512228385-005-1-ERT

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Conception et aménagement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 10

Thème(s) : Risques chroniques, Destruction du biogaz

Prescription contrôlée :

« Lorsque le torchage s'avère nécessaire en cas de dépassement de la capacité établie au précédent alinéa, la durée de torchage est recensée et versée au programme de maintenance préventive.

Constats :

L'exploitant informe l'inspection que le fonctionnement de la torchère est suivi et tracé, ainsi que le nombre d'heures de fonctionnement.

En 2025, la torchère a fonctionné pendant 174 heures dans le cadre des travaux de maintenance des installations.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Conception et aménagement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 18

Thème(s) : Situation administrative, Réception des matières

Prescription contrôlée :

L'installation est équipée d'un dispositif de pesée des matières entrantes. A défaut, l'exploitant est en mesure de justifier de la masse (ou du volume, pour les matières liquides) des matières reçues lors de chaque réception, sur la base :

- des informations et estimations communiquées par le producteur de ces matières ; - ou d'une évaluation effectuée selon une méthode spécifiée, décrite et justifiée par l'exploitant.

Constats :

L'installation est équipée d'un pont-basculé à l'entrée du site.

La société Evergaz a traité sur site 13 000 tonnes de déchets, pour une autorisation de 44 000 tonnes.

Ce faible niveau d'intrants est lié aux capacités de stockage du digestat liquide limité à 1500m³. Afin d'augmenter les volumes traités, l'exploitant prévoit la mise en place d'un stockage déporté pour le digestat liquide ; un porter-à-connaissance (APC) a été déposé à cet effet.

Lors de la visite, un contrôle par sondage d'un bon de pesée a révélé la présence d'un véhicule dépassant 45 tonnes. L'inspection rappelle que l'exploitant ne doit pas inciter les transporteurs à la surcharge.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Rétention et isolement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 43 bis

Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des eaux pluviales

Prescription contrôlée :

« Les eaux pluviales sont collectées et gérées conformément aux dispositions du 1° et 2° de l'article 43 de l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

« Notamment, le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux pluviales susceptibles d'être souillées (notamment issues des voies de circulation et des aires de chargement/déchargement) des eaux pluviales non susceptibles de l'être. Les points de rejet des eaux résiduelles sont en nombre aussi réduits que possible. Ils sont aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillons.

« Les eaux pluviales non souillées peuvent être rejetées sans traitement préalable.

« Les eaux pluviales susceptibles d'être souillées sont dirigées vers un bassin de confinement capable de recueillir le premier flot à raison de 10 litres par mètre carré de surface concernée pour les installations nouvelles. Une analyse au moins annuelle permet de s'assurer du respect des valeurs limites de rejet prévues à l'article 44.

« Les conditions de gestion de la canalisation servant à l'évacuation des eaux de pluie des zones de rétention sont définies dans une procédure rédigée et connue des opérateurs du site. »

Constats :

L'exploitant indique que l'ensemble du site est placé sous rétention et que les dispositifs d'évacuation sont, par défaut, en position fermée.

La société Evergaz précise qu'aucun rejet n'est effectué en dehors du site, l'intégralité des eaux étant réutilisée dans le process.

Le traitement des eaux issues des voiries et des zones de stationnement est assuré par un séparateur-déshuileur. Celui-ci fait l'objet d'une vidange annuelle ; le dernier entretien a été réalisé le 16 juin 2025. Les justificatifs Trackdéchets ont également été présentés.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/01/1997, article 3

Thème(s) : Risques chroniques, Emissions sonores

Prescription contrôlée :

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

Ses émissions sonores ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones où celle-ci est réglementée :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée incluant le bruit de l'établissement	Emergence admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés
Sup à 35 dB(A) et inf ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Constats :

L'exploitant a présenté le dernier rapport des niveaux sonores émis par le site.

Les analyses ont été réalisées par le bureau Apave ; le rapport du 18 novembre 2022 ne fait état d'aucune non-conformité.

Les résultats de la dernière analyse, réalisée en début d'année, n'ont pas encore été remis par le bureau de contrôle.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/01/2011, article 8..6.3

Thème(s) : Risques accidentels, Ressource en eau

Prescription contrôlée :

Présence de poteau incendie ayant un débit de 60 m3/h pendant 2 heures

Constats :

L'exploitant indique que le site est couvert par deux poteaux incendie, mais qu'il n'est pas en mesure de fournir leur pression ainsi que le débit.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

<p>L'exploitant doit sous un délai de 3 mois: Transmettre le rapport de capacité des deux bornes incendie qui assurent la défense incendie du site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : Maintenance PM2I

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/02/2010, article 47</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Modalités d'intervention</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 4 octobre 2010 Art. 47 Principes généraux de prévention des risques.</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences.</p> <p>Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation.</p> <p>Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique qu'il n'y a pas sur le site de réservoir soumis au PM2i</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>